

temps pour permettre aux marchands de marquer de hausse à la plus forte hauteur dont ils avaient besoin, puis en a précisé d'un moment d'apaisement dans les phases de la politique extérieure pour faciliter les cours, notamment de nos fonds d'Etat, mais aussi des différentes valeurs de ce type.

Hier l'Emprunt a coté 104 20 et le 20/06/75, à la suite des déclarations de lord Derby sur les intentions pacifiques de l'Angleterre. Seules alors, ces déclarations n'étaient qu'un prétexte pour servir les désespoirs de la spéculation à la hausse et si le mouvement de répit que nous signalions n'a pas été plus puissant auxiliaire, il est facile de lui prédire un prompt avortement.

Qui qu'en dise, l'horizon politique n'est pas absolument sans nuages, et quand on regarde du côté de l'Orient, on aperçoit encore plus d'un point noir. Et puis, dans quelques semaines, nous allons être exposés aux agitations inséparables de la période électorale. C'est assez dire que la situation ne semble guère se prêter à une campagne de hausse sûre et durable.

Fonds d'Etats étrangers. — Presque tous des fonds d'Etats étrangers ont profité dans une large mesure de la bonne tenue des Rentes françaises.

La Rente italienne, assez sérieusement éprouvée au début de la semaine, s'est relevée à 72 45. De reste, il convient de dire que le crédi de l'Italie affiche de jour en jour. Toutefois, la situation financière est encore grosse d'ouïes, et on ne sait si le gouvernement pourra y faire face sans avoir recours à un emprunt.

C'est pourquoi les cours actuels hésitent à se consolider.

L'Extrême-d'Espagne a été offerte pendant toute la semaine. Nous la laissons à 18 fr.

Le Pérouvien a toujours des oscillations fréquentes et désordonnées. Il en sera ainsi tant qu'on ne sera pas fixé sur le paiement du coupon de janvier.

Les valeurs égyptiennes ont gardé leurs plus hautes cours. On dit cependant que l'Egypte n'est pas à bout d'embarques financières; mais on compte sur le succès de l'Angleterre. Qui qu'il en soit les obligations 7 0/0 de 1873 sont à 375.

Les fonds turcs ont aussi les honneurs d'une vive reprise. C'est qu'il y a de ce côté un découvert formidable auquel la prudence commande de se racheter. Quant aux capitaux qui pourraient être tentés de prendre le chemin de la Turquie, chaque jour leur apporte un nouvel avertissement.

Ainsi, nous avons encore une iniquité de plus à enregistrer au compte de la Sublime-Porte. D'après les termes du firmans qui règle, dans les conditions que l'on connaît, le paiement des arrérages de la dette ottomane, ce bras n'a force de loi qu'au 1^{er} janvier 1876.

Cependant, nous apprenons que le Crédit industriel a reçu l'ordre d'appliquer l'ore et déjà aux obligations des lots Turcs remboursables le 1^{er} décembre 1875. Nous pensions qu'un comité sérien avait été constitué pour la défense des intérêts des créanciers de la Turquie. Que fait ce comité en face de cette mesure?

Banque de France. — Le dernier bilan de la Banque de France n'appelle pas plus d'observations que celui de la semaine dernière.

Nous trouvons 8 millions d'augmentation au chapitre du portefeuille, 2 millions à l'encaisse, 8 millions au compte du Trésor et 1 million au chapitre de la circulation. Les comptes courants des particuliers sont en diminution de 2 millions.

Le rapport entre l'encaisse et l'émission des billets est de 67 06 0/0.

Les bénéfices de la semaine se sont élevés à 700 000 francs.

Les actions sont au prix de la semaine dernière, soit à 3 940 francs.

Valeurs de crédit. — La plupart des institutions de crédit ne sont pas encore entièrement remises des coups qui lui ont été portés il y a quinze jours. Toutefois, nous constatons dans leur tenue une amélioration de bon augure.

La Banque de Paris est à 1 095 fr., en hausse de 30 fr. depuis huit jours.

Le Crédit foncier a vu ses rapports se détenir à la dernière liquidation, et ses cours se relever à 913 fr.

Le Crédit lyonnais a été l'objet de nombreux demandes qui l'ont ramené à 605 fr.

Le Comptoir d'escampette a gagné 20 fr.

Le Crédit mobilier et la Banque franco-hollandaise n'ont pas varié.

Nous retrouvons aussi la Société générale aux mêmes cours qu'il y a huit jours. Ces cours nous paraissent susceptibles d'amélioration. L'étude des derniers bilans prouve que ses affaires sont toujours actives et fructueuses. Disons aussi que les déclarations de lord Derby, en révélant à l'Europe les négociations entamées par les administrateurs de la Société générale avec le vice-roi d'Egypte pour l'achat de ses actions, mettent non seulement une fois de plus en lumière leurs capacités financières et leur puissante initiative, mais encore font éclater leur patriotisme.

Ce ne sera pas leur faute si la plus grande œuvre des temps modernes, l'éternel honneur du génie français, passe en des mains étrangères.

La Banque franco-égyptienne n'a suivi que de loin la meilleure fortune des fonds égyptiens. Nous la laissons à 530.

La Banque ottomane a donné lieu à de nombreux rachats. Après une baisse de 200 fr., c'était inévitable. Nous la laissons à 480 francs.

Le Mobilier espagnol est toujours le terrain

phrase. Son activité silencieuse s'exerce sans trêve, mais sans bruit, autour de cette malade presque inconnue qui était presque sa mère, sans qu'elle daignât remarquer la présence de cet être bâlé et muet qui était son mari.

Les heures passèrent. Vers le soir, les voisines rentrées chez elles, Mme Firmerol endormie, Odette s'approcha du fauteuil où Lucien, écrasé comme un toit sans supports, semblait dormir.

— Monsieur, dit-elle, vous pouvez nous retirer. Je suffirai cette nuit à la garde de votre mère.

Il sursauta, ouvrit les lèvres, ne trouva pas une parole à répliquer et passa dans la pièce suivante comme un homme ivre.

Deux ou trois fois dans la nuit, ne pouvant trouver ni sommeil, ni repos, il vint coller son oeil étonné à la fente de la porte.

Odette servait la malade et se laissait ensuite glisser à genoux au pied du lit. Ses cheveux dénoués répandaient leur flot brun sur la courte-pointe d'indienne aux ramages déteints, ses mains jointes soutenaient son front : elle priaît avec une ferveur de martyre.

A l'aube, elle était encore à genoux, quand Lucien pénétra dans la chambre.

Cette longue nuit avait rendu quelque lucidité à son esprit. Il avait en-

tre lequel se livrent les luttes les plus vives de la spéculation. Le voilà revenu à 720 fr.

Valeurs industrielles. — Chemins de fer. — Le trafic de nos grandes lignes de chemins de fer, pendant la semaine dont nous avons à rendre compte, n'a donné que des résultats médiocres. La Lyon est encore très éprouvé. Il est en perte de 337 000 sur la période correspondante de l'année dernière. L'Orléans perd 20 000 fr.; le Nord en gagne 30 000; le Midi, 40 000; l'Est 40 000, et l'Ouest, plus favorisé, gagne 97 000.

Les titres de ces différentes compagnies, actions et obligations, sont toujours recherchés par l'épargne. Aussi chaque semaine leur apprête une nouvelle plus-value. Le Lyon a atteint le cours de 965 francs. L'Orléans a franchi le cours de 1 000, et le Nord, celui du 1 200.

Sur l'ancien réseau des Charentes l'augmentation est de 18 000 fr. Selon nos prévisions, le public est revenu à une appréciation plus grande de la situation de cette Compagnie. De 307, ses actions se sont relevées à 345. Les obligations se négocient facilement à 293.

Les recettes des Chemins étrangers sont des plus brillantes. Les Autrichiens accusent, encore une augmentation de 440 600 francs. La spéculation a salué ces excellentes recettes par une hausse de 50 francs depuis huit jours.

Les Lombards sont également très favorisés. Ils nous apportent une augmentation de 361 000 fr. Malgré cela, leurs cours sont restés stationnaires, parce qu'on attend toujours le résultat des négociations engagées avec le gouvernement italien pour le rachat du réseau de la Haute-Italie.

Les recettes des Chemins espagnols et portugais sont aussi très satisfaisantes.

Signaux aussi la hausse des Tramways-Nord à 777 50.

Les actions de la Compagnie Parisienne du Gaz sont de nouveau l'objet de nombreuses demandes.

Hier, on les négociait au-dessus de 1 080 fr.

Les Petites Voitures maintiennent leurs cours de la semaine dernière. On les traite à 467 50.

Les Atlantiques, par un prodige inexplicable se maintiennent au-dessus de 320 fr.

À quand le paiement des intérêts ? — Il est vrai que les actionnaires ont en perspective... l'espérance.

Depuis notre revue, la hausse sur les titres du Canal de Suez s'est affirmée avec une vigueur irrésistible. Ce mouvement est non seulement dû aux déclarations du gouvernement anglais, mais encore à une lettre de M. de Lessps interprétant dans un sens favorable aux actionnaires l'achat des actions du khédive par l'Angleterre. Malgré cela, on se livre encore à des interprétations diverses sur les résultats que peut avoir la prépondérance du gouvernement anglais dans l'exploitation du Canal. Quoi qu'il en soit, les actions, déduction faite des coupons arrêtés, sont à 760 fr.

L'événement a donc prouvé que nous n'avions pas tort de conseiller aux actionnaires de garder leurs titres. Aujourd'hui, l'exploitation du Canal entre dans une phase nouvelle. Il ne nous appartient pas d'en préjuger les résultats.

L'émission de la nouvelle série d'obligations du Crédit foncier du Russie semble bien accueillie par les capitalistes et les rentiers qui ont des épargnes disponibles. Ces obligations sont émises à 443 75, jouissance du 1^{er} février 1876. A ce prix le taux ressort à 5 68. C'est un intérêt très renommé pour une valeur de toute sécurité.

Dans notre prochaine Revue, nous dirons un peu d'un nouveau système de traction que doit employer la Compagnie des Tramways-Nord.

Roubaix-Tourcoing ET LE NORD DE LA FRANCE

Mal de MAC-MAHON, due de MAZENAT.

Le ministre des travaux publics, E. CAILLIAUX.

On a vu, par l'ordre du jour que nous avons donné hier, que la Commission de l'emprunt va déposer son rapport dans la prochaine séance du Conseil municipal. D'après ce que l'on nous dit, il serait tout question, dans ce travail, du projet de création d'une grande voie partant de la place pour aboutir à la gare du chemin de fer du Nord. Ce projet, depuis longtemps proposé et discuté, semble tenir fort à cœur à beaucoup de nos concitoyens, et nous croyons qu'il trouvera un grand appui dans l'opinion publique. Son exécution contribuerait, d'ailleurs, beaucoup à l'embellissement de la ville.

Pourtant, nous nous permettrons de poser une question préjudiciale, pour savoir comment ces messieurs du palais : avant de rien décider, il serait bon de savoir si nous aurons enfin une nouvelle gare, quand elle se fera et où on la fera ??? Le public serait certainement ravi d'avoir quelques renseignements sur ce sujet si intéressant.

Il paraît qu'on a dû définitivement renoncer à l'idée d'établir un nouveau cimetière au hameau du Crétinier. On a acquis la certitude que la nature du sol était tout à fait impropre à la destination qu'on se proposait. Ceci joint aux autres inconvénients signalés déjà ne laisse plus place à la moindre hésitation.

M. le Recteur de l'Académie de Douai vient d'adresser à MM. les inspecteurs du rattachement la circulaire suivante :

« Monsieur l'inspecteur,

« En exécution de la loi du 19 juillet 1875, tout instituteur, titulaire ou adjoint, pourvu du brevet complet et s'occupant dans la situation déterminée par cette loi, aura droit à une augmentation de cent francs. Veuillez vous rappeler que celui-là seul a le brevet complet qui, depuis juillet 1866, a obtenu au moins les trois premières séries, et non les deux premières seulement. Quant à ceux qui ont eu le brevet supérieur avant juillet 1866, il n'y a rien de

Hier, au théâtre Gaillet, 300 personnes dans la salle. Un quart d'heure après le lever du rideau, un épisode qu'on avait négligé d'inscrire au programme s'est produit. Les becs de gaz ont refusé de faire le service et on a dû allumer des bougies. Depuis 10 h. jusqu'à minuit le gaz s'est montré moins revêche. Du reste, à part l'éclairage, tout s'est passé comme à l'ordinaire.

Un homme était amené au poste de police, avant-hier, par un allumeur de gaz de la ville. Cet homme, étant ivre,

tendresse qu'à la confession inévitable de ses torts.

La seule façon dont elle lui rendit son salut matinal dut lui montrer que le sentiment n'avait que bien peu de chances de réussite auprès d'elle.

— Vous vous fatiguez autre mesure, ma chère Odette, dit-il quand même avec une extrême douceur.

Cette appellation parut la froisser sans pourtant qu'elle se révolte. Ses yeux creusés semblaient regarder avec effroi ce mari qu'elle n'aimait pas, cet homme qu'elle n'estimait plus.

— Je vous assure qu'une nuit de veille n'est pas au-dessus de mes forces, répondit-il simplement.

— Vous allez céder votre tâche dévolue à quelque garde-malade, n'est-ce pas ?

— Cela dépend de vos intentions à l'égard de votre mère.

— Mes intentions ? répéta-t-il surpris.

— La voici veuve ; je la crois peu

fortunate...

Le regard d'Odette, arrêté sur les humbles meubles de la chambre, souffla involontairement ce dernier mot.

— Mais, je pourrai... dit-il vivement.

— Certes. Seulement, voulez-vous laisser cette malheureuse femme dans un intérieur désolé, où tout lui rappel-

era notamment le procès-verbal de la commission d'enquête, du 10 mars 1875 ?

Vu les délibérations du conseil municipal de Roubaix, en date des 5 et 6 novembre 1875.

Vu la délibération du conseil général du Nord, du 7 avril 1875;

Vu l'avis de la chambre de commerce de Roubaix, du 14 septembre 1875;

Vu la lettre du préfet, du 26 juillet 1875;

Vu la lettre du ministre de l'intérieur, du 1^{er} septembre 1875;

Vu les avis de la commission des tramways et du conseil général des postes et chaussées, en date des 24 et 25 novembre 1875;

Vu la loi du 3 mai 1841;

Le conseil d'Etat entendu,

Décreté :

Art. 1^{er}. — Est déclaré d'utilité publique l'établissement d'un réseau de voies ferrées à traction de chevaux sur diverses voies publiques de la ville de Roubaix dépendant de la grande et de la petite voirie.

Art. 2. — La ville de Roubaix est autorisée à établir lesdites voies ferrées à ses risques et périls, en se conformant aux clauses et conditions du cahier des charges et suivant les dispositions générales du plan annexé au présent décret.

Art. 3. — Les expropriations nécessaires à l'exécution de l'entreprise devront être accomplies dans un délai de cinq ans, à partir de la promulgation du présent décret.

Art. 4. — Le ministre des travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Versailles, le 3 décembre 1875.

Mal de MAC-MAHON, due de MAZENAT.

Par le président de la République, E. CAILLIAUX.

On a arrêté un tisserand de 61 ans nommé Pierre Pollet, qui demeurait rue de Soubise. ayant un commerce quatre, il exigeait encore à boîte dans un étaminet de la rue de Soubise, et si impérieusement, qu'un agent, intervenant pour régler ses désirs, ne reçut en face que des épithètes comme celles-là : voleur, brigand, et le reste noté à la même clef. Evidemment Pollet avait acheté le droit de résécher un peu sous les verroux.

Le premier témoin est M. Lefèvre du Prey, maire de Saint-Omer, il raconte comment, à la suite de son évasion de l'hospice St-Louis, où il était interné, Lepretré s'est réfugié sur un toit de cet établissement, et comment, pendant les trois journées des 15, 16 et 17 octobre, on ne put, malgré les diverses tentatives faites pour le retrouver, réussir à l'emporter. Lepretré, ayant été arrêté dans la rue de Soubise, a été libéré et a été immédiatement à l'audition des témoins ; nous allons essayer de résumer, dans leurs points les plus importants, les premières dépositions.

Le premier témoin est M. Lefèvre du

Prey, maire de Saint-Omer, il raconte comment, à la suite de son évasion de l'hospice St-Louis, où il était interné,</p